

Apprendre autrement : dans quel cadre ?

Apprendre et faire apprendre, c'est le souhait d'un mouvement collectif qui a abouti à la scolarisation pour tou.te.s depuis plus d'un siècle. Les pédagogues, les professeur.e.s et les élèves sont confrontés néanmoins à de nombreux obstacles. « Trop nombreux sont les élèves, malgré le temps considérable qu'ils passent à l'école, qui n'arrivent à apprendre ce que l'institution scolaire tente de leur transmettre² ». En effet, les différences entre les élèves, leurs capacités, leurs histoires de vie, leur origine sociale et culturelle, sont toutes variables. Les individus ne sont donc pas égaux face à l'apprentissage.

Au-delà de l'intérêt et du plaisir ou non d'apprendre chez les élèves, les enseignant.e.s « doivent répondre à l'exigence contradictoire de l'école : former efficacement la majorité, en laissant le moins possible sur le bord du chemin, mais sélectionner les meilleurs pour les orienter vers une prolongation de leurs études³ ». La massification de l'enseignement secondaire, voire supérieur, considéré aujourd'hui comme indispensable, a par ailleurs profondément modifié les conditions de sélection opérée par l'école. « Alors que cette sélection et la répartition des élèves en différentes filières s'opéraient en amont même de l'école, elles se réalisent désormais en son sein⁴ ». La société demande aux élèves de terminer le secondaire et même d'aller à l'Université. Les élèves qui entrent dans le moule et qui suivent le cursus sans échec se préparent au monde du travail, lequel n'a parfois pourtant plus les moyens de les accueillir...

Par contre, les élèves en difficultés scolaires et confrontés à leurs échecs ont bien du mal à s'accrocher et « retombent » pour certain.e.s dans le technique et le professionnel, chute vécue comme une dégringolade... Ce n'est donc plus par choix, mais par résignation, et souvent en retard scolaire, que les élèves s'inscrivent dans les filières professionnelles. Comment dès lors les élèves en situation d'échec peuvent réunir leurs capacités d'attention et de mémorisation pour décrocher un diplôme malgré tout ? Apprendre dépend à la fois de conditions cognitives, sociales et affectives, en interaction constante. Chaque individu emprunte des voies qui lui sont propres, adaptées à son environnement, et les plus doué.e.s ont intégré une capacité à être autonome pour apprendre, à utiliser les stratégies les plus adéquates. Mais l'école actuelle ne semble pas répondre aux besoins de chacun.e des élèves dans sa spécificité. « Il y a une tension entre l'ouverture apparente de l'école et la logique de sélection et de hiérarchisation qui constitue encore le fondement de l'ordre scolaire. Dans une société compétitive, où le prix de la participation sociale a augmenté et où chacun.e doit « se faire valoir » de son propre chef, l'échec scolaire signifie souvent un échec social et

¹ Chargée de projets au CEFA asbl

² Gaëtane Chapelle et Etienne Bourgeois, « La recherche sur « apprendre » peut-elle aider à « faire apprendre » ? (introduction) », in *Apprendre et faire apprendre*, PUF, 2006, pp.11-20

³ Op.cit.

⁴ Guy Bajoit et Abraham Franssen, « L'école au défi des jeunes », in *Désenclaver l'école*, Editions Charles Léopold Mayer, Editions Luc Pire, 1998, pp.27-46

personnel. Il affecte plus que par le passé la possibilité et la capacité des individus à être sujet et acteur ou actrice dans la société. De ce point de vue, Il y a eu massification sans démocratisation⁵ ».

L'école est donc affectée dans son fonctionnement par des changements qui se situent également en dehors d'elle-même, la société actuelle étant en profonde mutation. C'est pourquoi deux mouvements prennent naissance de manière plus affirmée aujourd'hui : l'un a le souhait de changer l'école de l'intérieur, l'autre abandonne le système et décide de reprendre les rênes de l'apprentissage, de l'école à la maison à l'apprentissage autonome en famille⁶. Deux directions opposées peut-être, mais un objectif commun : le bien-être des enfants !

Une Tout Autre Ecole ?

Changer l'école en son sein, c'est le vœu du mouvement Tout Autre Ecole⁷ qui y travaille depuis septembre 2015. Comment l'école d'aujourd'hui peut-elle répondre aux exigences du droit d'apprendre ? Il est peut-être temps de libérer l'école d'elle-même ? Comment désenclaver l'école, repenser l'éducation, construire l'école pour les citoyen.ne.s de demain ?

Invitée également pour le débat à la suite de la projection du film « Etre et Devenir »⁸, organisée par le CEFA asbl le 29 septembre dernier, Deniz Uygur, représentante de Tout Autre Ecole, nous a décrit le plaidoyer en cours.

Tout Autre Ecole est un mouvement collectif qui remet en cause les fondements d'une école adaptée à une société néo-libérale fondée plus sur la compétition, l'individualisme et l'utilitarisme que sur l'égalité des chances, le développement des potentiels des enfants et l'apprentissage des valeurs démocratiques et humanistes.

Le 27 septembre 2015 des ateliers participatifs ont réuni plus de 800 citoyen.ne.s dans 14 villes du pays pour réfléchir ensemble et proposer des changements. Les synthèses des ateliers et d'autres assemblées ont abouti à la rédaction et publication d'un manifeste⁹ en mai 2016.

« Une Tout Autre Ecole doit être un lieu où se vivent et se construisent les valeurs jugées essentielles par la société que nous désirons. Ces valeurs doivent se traduire moins dans des cours spécifiques que dans le fonctionnement scolaire. Il nous paraît donc indispensable de repenser les apprentissages à partir des finalités. Il faut relier contenus et situations concrètes afin de mobiliser, mettre en projet les apprenant.e.s. L'école doit mener au «

⁵ Op.cit.

⁶ Comme décrit dans une analyse précédente : Frédou Braun, *Et si nous faisons le choix d'apprendre autrement ?*, analyse CEFA, 2016

⁷ <https://www.toutautrechose.be/toutautreecole>

⁸ Cf. Frédou Braun, *op.cit.*

⁹ <https://www.toutautrechose.be/manifestetae>

plaisir d'apprendre » plutôt qu'à l'efficacité, à la rentabilité,... Nous souhaitons, par exemple, modifier la conception « saucissonnée » des contenus, revoir les articulations, assurer une haute maîtrise des langages, donner plus de place à des apprentissages aujourd'hui négligés (manuels, corporels, visuels, artistiques,...).¹⁰ »

Six principes pédagogiques guident le travail des éducateurs d'une Tout Autre Ecole :

- Semer, cultiver, entretenir l'appétit d'apprendre,
- Parier résolument sur l'intelligence et l'épanouissement de toutes et tous,
- Refuser le « système métrique » (mesurer en vue d'étiqueter, trier, classer pour orienter) et privilégier une évaluation formative, continue, constructive,
- Considérer le groupe comme un collectif d'apprentissage plutôt qu'une collection d'apprenant.e.s,
- Combiner davantage l'apprendre et l'agir,
- Mettre les élèves en contact avec d'autres maîtres que les enseignant.e.s, porteurs et porteuses de savoirs, d'expériences et de compétences dont il faut tenir compte.

Avec ces principes, Tout Autre Ecole souhaite envisager un tout autre métier d'enseignant.e, plus axé sur l'accompagnement et l'animation et refuse que l'enseignant.e soit cadré.e à partir des instruments du management moderne.

La liberté sous contrôle

L'école est d'autant plus remise en question que de nombreux parents cherchent à donner à leurs enfants une autre éducation, à transmettre une nouvelle forme d'apprentissage mieux adaptée aux besoins de chacun.e et à la mutation de la société. Les changements institutionnels sont lents, les enfants grandissent vite, de plus en plus de parents et d'enfants font le choix dès lors de la non scolarisation, tout comme l'ont témoigné les parents invités au débat suite à la projection du film « Etre et Devenir »¹¹.

Au sein de la communauté française de Belgique, l'enseignement à domicile ou la situation des mineur.e.s soumis à l'obligation scolaire, lequel.le.s ne sont pas inscrits dans un établissement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, est régie par le décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française¹².

En Belgique, les enfants non-scolarisés sont contrôlés tous les deux ans à partir de 8 ans. La mise en pratique du décret de l'enseignement est malgré tout différente selon les trois

¹⁰ Idem

¹¹ Cf. Frédou Braun, *Op.cit.*

¹² <http://www.enseignement.be/index.php/index.php?page=26100&navi=3150>

zones (Wallonie, Bruxelles, Flandres). Une année scolaire réalisée « à la maison » n'est pas certifiée. Seule l'obtention des différentes épreuves certificatives (CEB, CE1D et CE2D) permettent le passage dans une année supérieure en cas de retour éventuel vers un établissement scolaire. Selon la Fédération Wallonie-Bruxelles, les objectifs des contrôles et des épreuves certificatives sont de s'assurer que l'enseignement dispensé à l'enfant lui permet d'atteindre le niveau des socles de compétences et d'acquérir les savoirs requis pour son âge au vu des référentiels de compétences¹³. Même s'ils et elles ont la possibilité de passer leurs examens en plusieurs fois sur la période, une injection de matières est alors inévitable. Si les enfants échouent, ils et elles ont une deuxième chance, par contre si l'échec perdure, il y a un retour à l'école obligé. Dans le cadre du nouveau décret non encore entré en vigueur, nous dit Aurélie, une des mamans témoins présente à la soirée ciné-débat, dès le premier échec, les enfants seront obligés de retourner à l'école et les allers-retours entre l'école et la maison ne seront plus possibles. Les conditions d'accessibilité à la non-scolarisation risquent de devenir sélectives et drastiques : uniquement pour un enfant porteur d'un handicap, ou d'un super don pour un instrument ou un sport. La liberté de choix risque donc de diminuer dangereusement.

La législation en la matière diffère selon les pays évidemment, les pays anglo-saxons sont beaucoup plus ouverts à ce genre d'apprentissage. Cette démarche n'émergerait-elle pas grâce à un terreau plus individualiste ? En France, les enfants à domicile sont contrôlés chaque année. L'Allemagne et le Brésil interdisent aux enfants l'enseignement en famille. En Catalogne, il reste un vide juridique. L'éducation de leurs enfants est la priorité aujourd'hui pour Cédric et Aurélie¹⁴, et plutôt que de vivre entre les mailles du filet, le couple est prêt à déménager et à aller vivre ailleurs, si nécessaire.

A la portée de tou.te.s ?

Les références données par les parents « non-sco » sont séduisantes évidemment en termes de développement des compétences des enfants dans le respect de leur rythme, et surtout dans une grande liberté, soutenue par le goût inné d'apprendre.

En Belgique, des milliers d'enfants et d'adolescent.e.s restent dans leur milieu « naturel », jamais scolarisés ou déscolarisés à un moment de leur parcours. Le film « Etre et Devenir » nous montre des images du quotidien, toujours radieuses, à la campagne, en été, au sein de familles « non-sco » dans des pays différents (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, France), images qui ressemblent à celles que toutes les familles connaissent durant les week-ends et les vacances ... Un bémol cependant - même si André Stern¹⁵ affirme dans le film que si les parents le veulent, ils peuvent, quel que soit leur niveau économique – la non scolarisation dans les faits réels ne semble concerner que les classes socio-économiques aisées. Il y a en

¹³ <http://www.enseignement.be/index.php?page=0&navi=190>

¹⁴ Cf. Frédou Braun, *Op.cit.*

¹⁵ André Stern, né en 1971, n'a jamais été à l'école : il est musicien, compositeur, luthier, conférencier, journaliste et auteur.

effet des familles qui ne se le permettraient pas, ou qui n'y penseraient même pas. Un bagage socio-culturel et une solide dose de confiance en ses compétences et capacités d'adaptation est nécessaire pour répondre aux questions des enfants, pour les accompagner dans leurs démarches. En outre, certains pays sont privilégiés (Etats-Unis, Europe), et cette question ne concerne pas non plus les millions d'enfants non scolarisés dans le monde qui ne demanderaient qu'à l'être...

La non scolarisation ou déscolarisation demande de sortir des normes. Cela semble impliquer une forte estime de soi de la part des parents, d'un sentiment du développement individuel fort, d'une grande sécurité intérieure, de disponibilité et de bonnes capacités d'adaptation, des motivations qui relèvent sans aucun doute de privilèges intellectuels, culturels, économiques... En gros, cela relève d'une idéologie, qui elle-même trouve son terreau dans une société individualiste et privilégiée comme la nôtre en termes de paix, de démocratie et d'accès à la culture et à l'éducation.

Une critique de l'apprentissage à domicile pourrait donc être la crainte, comme le souligne Deniz Uygur, la représentante de Tout Autre Ecole, de cultiver l'entre soi, entre familles d'un même réseau, sans possibilité de rencontres multiculturelles... De nombreux parents lui ont rétorqué que c'est plus souvent dans les écoles alternatives et élitistes que les enfants et parents de milieux aisés se retrouvent entre eux, habitant les mêmes quartiers, pratiquant les mêmes professions,... C'est là qu'il y a une ségrégation. En sortant du système scolaire, les familles reviennent, explique Martine, autre maman témoin présente au débat, à des activités basiques et accessibles : les enfants fréquentent la maison des jeunes du quartier, une chorale multiculturelle, etc. En effet, les enfants n'ont pas de barrière, ni culturelle, ni générationnelle... a priori c'est une question de transmission.

A un autre niveau, lorsque les enfants sont à l'école, beaucoup de parents ont la possibilité de souffler enfin, de prendre du temps pour eux, de structurer leur temps professionnel à d'autres activités éventuelles. Difficile donc d'imaginer des enfants à temps plein à la maison! N'est-ce qu'une question de choix ?

De nombreux parents, souvent déçus par les écoles dites à pédagogies alternatives, pas encore prêts à affronter seuls l'apprentissage autonome et préférant encore confier leurs enfants à une structure extérieure, se penchent sur les possibilités d'ouvrir des nouvelles « écoles », dont certaines ont déjà vu le jour à Genval et à Gembloux, où il n'est pas question de réussites ou d'échecs... sans être cependant des écoles, ce sont des institutions privées, puisque non reconnues par l'Etat, et donc très chères pour les parents ! Encore un luxe réservé aux classes favorisées.

Aux parents donc de poser ce qui est bon pour eux dans la société telle qu'elle est, en marge ou dans la norme, en attente des changements institutionnels qu'on souhaiterait plus rapides... Aux parents d'accompagner leurs enfants, dans leurs potentiels et dans leurs difficultés, et de leur permettre de vivre dans la plus grande autonomie possible, à l'école ou

à la maison... Aux parents de remettre en question éventuellement leurs choix... Mais la société se donne-t-elle les moyens d'accompagner et soutenir les parents dans leurs choix, ou plutôt de proposer – mieux, de co-construire - une réponse collective suffisamment ambitieuse pour ne plus renvoyer des parents uniquement à leur responsabilité individuelle, quel que soit leur bagage, face aux inégalités et aux limites du système scolaire actuel ? Tout Autre Ecole, qui regroupe des citoyen.ne.s de tous horizons, donne un vent d'espoir, alors même que le nouveau décret de l'enseignement risque de limiter les possibilités. En dépassant les clivages, est-ce que penser globalement l'éducation de nos enfants, des citoyen.ne.s de demain, pourra un jour combler le fossé entre les initiatives parentales et citoyennes et les normes gouvernementales ?